

La Ville de Genève a mis sous toit son budget 2026 au terme d'un long processus. Grâce à une alliance entre la gauche et le MCG, l'ensemble des mécanismes salariaux a été rétabli

«Habemus budget», exulte la gauche

MAUDE JAQUET

Ville de Genève ► Tout vient à point à qui sait attendre. La Ville de Genève s'est finalement dotée hier soir d'un budget, voté par une majorité constituée de l'ensemble de l'Alternative et du MCG. Un rapprochement opéré à la faveur d'une surprise de dernière minute: le renoncement à la suppression de la prime d'ancienneté pour le personnel de la Ville de Genève. Un nouveau pas du Conseil administratif permettant de rallier le groupe Ensemble à gauche et Union populaire au vote du budget. Il n'en fallait pas plus pour faire basculer la majorité, qui s'est donc entendue sur un déficit final flirtant avec la barre des 70 millions.

Le troisième débat a été aussi bref que le processus jusque-là avait été tortueux. Signe que l'essentiel avait été négocié en coulisses depuis la plénière de samedi soir. Le retournement du groupe du Centre et des Vert'libéraux, qui avait finalement refusé au terme du deuxième débat de voter le budget considérant que les économies obtenues étaient insuffisantes,

a ouvert la voie à une nouvelle dynamique – alimentée par un MCG qui s'était montré particulièrement aligné sur les positions de la gauche. Résultat, alors que les centristes espéraient négocier de nouvelles économies ce lundi – et avaient à cet effet redéposé une série d'amendements –, une autre majorité a décidé de se passer de leur bénédiction.

Droite déconfite

Le coup de théâtre a pris la forme d'un cheval de Troie pour la droite. Elle découvrait en ouverture de séance, un peu dans la stupeur, un amendement général déposé par le Conseil administratif. Celui-ci proposait de rétablir la prime d'ancienneté – sacrifiée deux jours plus tôt au bénéfice du rétablissement des mécanismes salariaux – pour un coût total de 4,1 millions. Somme pondérée par la possibilité, pour les employé·es qui le souhaiteraient, de convertir cette prime en jours de congé – une économie estimée au doigt mouillé à 1,2 million. Par ailleurs, une réévaluation fort opportune du montant des primes de l'assurance dommages liée aux bâtiments de la Municipa-



Cet épilogue marque la fin d'une longue bataille, mais le début seulement des réflexions sur les perspectives financières de la Ville. KEYSTONE PHOTO PRÉTEXTE

lité, sortie du chapeau du grand argentier, devait permettre d'amortir quelque 2 millions. Une pirouette portant le déficit

budgétaire global à 69,9 millions au lieu des 69,1 millions qui servaient de base à ce débat.

Joie pour la gauche, qui n'espérait sans doute pas tant il y a quelques jours encore

Une proposition soutenue, donc, par un front uni constitué par la gauche radicale – pour qui la suppression de la prime d'ancienneté représentait la principale ligne rouge –, le Parti socialiste, et le MCG.

De quoi dégager une majorité confortable et indéboulonnable. La suite ne se résumait plus, dès lors, qu'à une longue et vaine liste de courses. Car la trentaine d'amendements déposés par l'UDC et le groupe Centre et Vert'libéraux se sont heurtés, sans exception, à ce mur compact.

Sur le long chemin de l'équilibre

Résultat des opérations: deux coupes obtenues par le bloc centriste samedi – un poste dans l'administration centrale et une subvention à une fiduciaire de l'économie sociale et solidaire – font économiser quelque 200 millions de francs. Le rétablissement de l'ensemble des mécanismes salariaux – annuité, indexation et prime d'ancien-

neté – creusent en revanche le déficit de quelque 850 millions. Les charges totales se montent donc à 1,407 milliard pour des revenus à hauteur de 1,337 milliard.

Ce devait être l'année du changement, après un basculement ce printemps de la majorité du délibératif aux mains de la droite. Mais force est de constater que la soupe à la grimace a remplacé le champagne pour une droite qui n'a pas réussi à tirer avantage de sa supériorité numérique. Les perdant·es du jour – PLR, UDC, centristes et vert'libéraux – n'hésitant pas à tirer à boulets rouges sur un MCG qui leur aura tourné le dos. «Ce n'est pas le budget du siècle», a reconnu le conseiller municipal MCG Amar Madani, en estimant néanmoins que «le Conseil administratif a [vait] fait l'effort de trouver des économies. Le MCG est conscient qu'un budget se construit avec des réalités et nous n'échappons pas au contexte général [d'austérité]».

Joie donc pour la gauche, qui n'espérait sans doute pas tant il y a quelques jours encore. Une satisfaction pour le Conseil administratif, qui aura finalement reculé sur toutes les attaques contre les salaires sous la pression de la rue et des groupes parlementaires de gauche. On notera néanmoins l'absence ce lundi de Marie Barbey-Chapuis, visiblement pas alignée avec ses collègues de l'exécutif.

Cet épilogue marque ainsi la fin d'une longue bataille, mais le début seulement des réflexions sur les perspectives financières de la Ville. Car Alfonso Gomez le reconnaît: il faudra, sur le chemin de l'équilibre auquel la Ville est légalement contrainte, repenser structurellement et à long terme les dépenses. Il promet de rouvrir rapidement ce dossier. I

PARTENARIAT